

L'Amérique du Sud et le débat autour de « l'extractivisme »

Ces dernières années, l'Amérique du Sud a opéré un « tournant à gauche », en se dégageant du néolibéralisme qui prévalait. Pourtant, le paradoxe de cette nouvelle phase est de reconduire, voire d'accentuer, le même modèle de développement qu'auparavant.

En mars 2012, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes des Nations unies (Cepal) tirait la sonnette d'alarme, en évoquant un processus de « reprimarisation » : la part des matières premières dans les exportations du continent est passée de 27 % au début des années 1980 à 40% en 2009. Le continent exporte très majoritairement des matières premières « traditionnelles » - minerais, soja et pétrole brut principalement - en échange de produits manufacturés. Ainsi, en 2011, 42,3 % de toutes les exportations boliviennes étaient constituées de gaz naturel et 35,2 % de minerais. Le pétrole et ses produits dérivés concentrent 57,5 % des exportations équatoriennes et 93,6 % des exportations vénézuéliennes, et près de la moitié des exportations péruviennes sont composées d'or et de cuivre.

Ce type d'échanges soulève de nombreux problèmes en termes de dépendance, de vulnérabilité et de frein à l'industrialisation. De plus, il reproduit le modèle colonial de développement, avec les pays du Sud comme pourvoyeurs de main d'œuvre et de ressources naturelles bon marché au profit du Nord. Ce modèle trouve son origine dans la matrice d'un « modèle extractiviste » de développement. De quoi s'agit-il ? D'un mode d'accumulation basé sur la surexploitation des ressources naturelles non ou peu transformées, destinées principalement à l'exportation. En ce sens, il comprend l'extraction minière aussi bien que le pétrole et les monocultures de soja. L'intérêt de ce concept est de mettre au jour les dynamiques structurantes de ce type d'exploitation. La transition post-néolibérale représente alors une rupture et une continuité. Certes,

il y a bien un « retour de l'État », mais l'objectif demeure la croissance et le moyen principal pour l'obtenir l'extractivisme. Ce qui a changé - et ce qui est considérable bien sûr - c'est la mise en œuvre de cette exploitation par le biais d'une plus grande imposition des multinationales et d'une meilleure redistribution des bénéfices, au profit de programmes sociaux de lutte contre la pauvreté.

La confrontation de deux visions

Deux lignes de force traversent la gauche latino-américaine. La première est portée par la plupart des gouvernements de gauche et une partie du mouvement social. Elle vise à mieux réguler et contrôler l'extractivisme pour en tirer le maximum de bénéfices et en minimiser les impacts négatifs. La seconde, issue de forces sociales hétérogènes (paysannes, indigènes, mais aussi urbaines), entend, avant de se demander comment profiter au mieux des ressources naturelles, déterminer si oui ou non - et à quelles conditions - une telle exploitation serait avantageuse pour le pays et le peuple.

Il ne s'agit pas d'une opposition entre environnementalistes et économistes, rêveurs « anti-mines » et réalistes, mais bien d'options stratégiques et surtout des visions différentes... qui parfois se disputent les mêmes espaces politiques. Ainsi, les gouvernements équatoriens et boliviens, sous la pression de mouvements sociaux, ont mis en avant des concepts alternatifs au développement - « bien vivre » et droits constitutionnels de la Nature - tout en accentuant l'extractivisme. Le désaccord n'est pourtant pas que stratégique, opposant les partisans d'une stratégie par étape - aujourd'hui, il serait impossible de changer de modèle et il conviendrait donc d'accumuler des forces pour vaincre la pauvreté et ensuite, mettre en place un autre modèle - aux radicaux.

Tout d'abord, force est de constater qu'à ce jour la diversification de l'économie n'a guère avancé et les conflits socio-environnementaux - liés à la terre et à l'eau - n'ont cessé d'augmenter en

Frédéric Thomas
Centre Tricontinental

quantité et en importance. Ensuite, si la pauvreté a diminué, il n'en va pas de même des inégalités. Le paradoxe est particulièrement visible au Brésil où pour combattre la faim, plutôt que d'accorder la priorité à la production alimentaire locale, le gouvernement octroie un appui financier aux familles les plus pauvres... tout en donnant les meilleures terres à l'agrobusiness. De manière générale, c'est l'ensemble de cette stratégie par étape qui est remise en cause. Affronter aujourd'hui - jusqu'à les criminaliser - les mouvements sociaux, qui portent une perspective de dépassement de ce modèle, au profit des acteurs de l'extractivisme, pour prétendre, demain, construire une alternative - avec quelles forces sociales ? - apparaît incohérent et ne permet pas de modifier la corrélation de forces sans laquelle aucun changement ne peut se faire. Enfin, ici comme là-bas, l'impuissance est devenue une manière de gouverner. Ce qui est tout autant, sinon plus, en question c'est l'absence de vouloir et pas seulement le manque de pouvoir de changement.

Il existe en effet un socle commun, un large consensus, qui va de la gauche à la droite, autour de la croissance comme objectif et moteur du développement, et qui lie progrès, développement et qualité de vie. Cette équation constitue une cage de fer, qui interdit tout changement. D'où les appels à une transition post-extractiviste, qui démonte les calculs faussés, incapable de tenir compte du caractère limité des ressources naturelles, et sur lesquels on se base pour mesurer les coûts et bénéfices... et l'impossibilité de toute alternative. Reste que les rapports - d'opposition, d'alliance, d'articulation - entre ces deux grandes lignes de forces dessineront largement l'avenir du continent. □

Pour aller plus loin : Frédéric Thomas, *Industries minières, extraire à tout prix*, éd. Syllepse.